

HARCELEMENT A FONSORBES : exigeons la vérité, protégeons les agents et que cela cesse !



Beaucoup de flous et de déclarations, au mieux inconsidérées, entourent le dramatique suicide de Magali, survenu le 29 août 2022.

Comme l'ensemble de ceux qui côtoyaient Magali, tant professionnellement que personnellement, Fonsorbes L'humain d'Abord adresse toutes ses condoléances à ses proches et à sa famille.

Mais au-delà du deuil, le contenu de cette page pourrait se résumer à ces 2 mots :
« ALERTER et PREVENIR ».

ALERTER car, contrairement à ce que vous entendez peut-être, des alertes avaient été remontées par nos élus sans réelle prise en compte par la Municipalité, comme le montre les faits suivants :

Février 2022 : nous sommes alertés par des agents municipaux **sur leurs conditions de travail** :

- Manquements aux règles de protection, carence de matériel, problèmes d'horaires,
- Insultes, propos homophobes, racistes, dénigrement, **se traduisant par une grande souffrance ...**

Lors du Conseil Municipal suivant, **nous demandons que des mesures soient mises en œuvre pour faire cesser immédiatement ces faits.**

La majorité dit ne pas être au courant et que tout va bien.

Mars 2022 : nous rencontrons Mme La Maire, son premier adjoint, la DRH, et la DGS (Directrice Générale des Services). Nous présentons l'ensemble des éléments en notre possession et demandons l'intervention d'un service extérieur gérant la souffrance au travail. **REFUS.**

La majorité minimise la situation. Nous les interpellons sur le fait que la situation dure depuis longtemps et qu'elle n'a pas été traitée.

Mars à juillet 2022 : nous interpellons sans cesse la majorité sur le traitement de la situation, en particulier, après **les témoignages de 19 agents dénonçant des agissements anormaux**, auprès de la DRH, dont certains laissent des écrits.

Le Premier Adjoint nous indique que l'auteur des faits a démissionné de son poste et reprendra son travail sur un autre poste dès qu'elle reviendra d'arrêt maladie.

Estimant cette « sanction » inappropriée et insuffisante, nous proposons un bilan de compétences et une réflexion sur ses aptitudes professionnelles.

Nous alertons sur les conséquences d'une reprise de son activité sans sanction, par rapport aux victimes. Cela risque de réactiver leur mal être. **Visiblement, nos propos indiffèrent.**

Nous prenons également acte qu'aucun soutien n'est apporté aux victimes déclarées.

Nous demandons également d'intervenir pour faire cesser les attitudes déplacées de l'entourage de la personne citée.

En effet, ces derniers se montrent menaçants, intimidants, envers les personnes ayant parlé, dont Magali.

Nous n'aurons aucun retour.

La suite, c'est la dépêche qui le révèle. Magali s'est donnée la mort, au moment de partir au travail.

La semaine passée, un proche de la personne citée l'avait encore intimidée avec sa voiture de service. Une plainte a été déposée au commissariat et Mme la maire a dû mettre à pied l'acteur des faits.

PREVENIR

Nous demandons à la commune de tirer les conséquences de ces faits.

Un service extérieur et indépendant doit intervenir, d'abord pour prendre en charge les agents, et aussi proposer des solutions pour des meilleures conditions de travail. En effet, **un simple numéro de téléphone d'une cellule psychologique n'est pas suffisant au vu de la gravité de la situation : ils restent au moins 18 agents en souffrance qui ont eu le courage de parler**, plus tout ceux atteints par le décès de Magali **et combien d'autres ... ?**

Une commission paritaire doit être nommée en urgence pour définir, mettre en place et suivre des mesures pour protéger les agents. **Plus jamais ça !**





Fonsorbes, le 26/09/2022

En janvier 2022, nous découvrons le calvaire vécu par un grand nombre d'agents du service entretien. Nous avons reçu 13 agents en grande souffrance, avec des risques de passage à l'acte et de mise en danger.

Nous avons tenté et continuons de les soutenir du mieux que nous pouvons.

Dans un même temps nous alertons et interpellons la majorité municipale : en conseil, en commission, par des mails, de toutes nos propositions ou/et alertes.

Nous insistons aussi sur les menaces verbales ou physiques que subissent des agents pour revenir sur leur témoignage, en demandant à la majorité de prendre les mesures pour les faire cesser.

Nous demandons des sanctions contre les présumés auteurs des actes malveillants. Nous sommes scandalisés par cette impunité visiblement clairement assumée par la majorité.

Nous alertons, le 21 juillet 2022, sur les risques d'une amplification du mal être et de passage à l'acte lors de la rentrée de septembre, si des réponses claires et fermes ne sont pas posées. Nous dénonçons le sentiment d'impunité qui en découle et les effets que cela va engendrer.

Mais rien n'y fait. La majorité et le président du groupe de Fonsorbes vers l'avenir nous reprochent toujours de mettre cette affaire sur la place publique.

Aucune mesure sérieuse à la hauteur de la gravité des faits n'est prise.

Les élus de la majorité ont régulièrement dénigré et remis en cause les propos des agents auprès de nous. Ils nous ont accusé d'être inhumains car nous ne pensions pas à la douleur et souffrance de l'auteur présumé des faits. Par contre, nous n'avons jamais entendu un seul mot de compassion pour les victimes jusqu'au 27 août.

Nous demandons que soit décerné la médaille d'honneur du travail à Madame DARROS, que ses collègues remettront à sa famille.

Il n'y aura pas de paix sans justice.

Nous passons donc de groupe de la minorité à celui d'opposition,

D'opposition à l'omerta

D'opposition au déni,

D'opposition à l'inertie dans les réponses apportées pour protéger les agents,

D'opposition à tous vos manquements,

D'opposition à votre suffisance,

D'opposition à ces élus qui ont dénigré et sali les agents, dont Madame Darros.

Nous ne comprenons pas qu'ils n'aient pas déjà démissionné. Nous leur demandons de le faire.

Il n'y aura pas de paix sans justice, il n'y aura pas de paix sans réparation.

A nos yeux, un grand nombre d'élus de la majorité n'ont plus de légitimité morale pour siéger.

La gravité de la situation impose des signes forts. Nous demandons la mise en place immédiate d'un exécutif composé d'élus des trois groupes pour gérer les affaires courantes.

Nous proposons, pour permettre une reconstruction et envisager la sortie de ce calvaire, tant pour les agents, que pour nos concitoyens, la démission de l'ensemble du conseil.

Aux fonsorbais de choisir une nouvelle équipe pour un nouveau projet et redonner une autre image à notre commune.

Jean-Claude Pilet